

Hormis pour celles et ceux qui travaillent souvent double à cette occasion, depuis déjà plusieurs décennies, en France, le 1^{er} mai est vécu soit comme un simple jour férié (le seul de l'année où on ne bosse pas tout en étant payé à se la couler douce, « fête » officiellement instaurée en 1941 par Pétain), soit comme l'occasion d'une cérémonie d'un autre âge (quelques défilés traîne-savates de plus en plus désertés clamant de nombreuses revendications disparates). Il n'en fut pas toujours ainsi.

- 1^{er} mai 1886, à Chicago : à la fin d'un rassemblement (340 000 travailleurs) à l'usine Mac Cornick demandant la journée de 8 heures, autour de 200 policiers chargent les travailleurs, en blessent un grand nombre et en tuent un. August Spies, militant anarchiste, rédige alors un appel à un nouveau rassemblement pour dénoncer les violences policières. Il se tiendra trois jours plus tard.
- 4 mai 1886, toujours à Chicago : sur la place Haymarket, à la fin d'une grosse manifestation, tandis que la police décide une fois encore de charger, une bombe éclate. Si un flic meurt sur place du fait de l'explosion, dans le chaos, plusieurs d'entre eux y laisseront la peau.

8 anarchistes sont inculpés, 4 finiront pendus (tous seront réhabilités en 1893).

Voilà comment pour longtemps, partout dans le monde, le 1^{er} mai représentera une journée de lutte pour l'obtention de la journée de 8 heures.

Travailleurs avec ou sans emploi, ex ou futurs exploités, réfugiés et apatrides,

Rien de neuf n'est à attendre lorsque les slogans faussement unanimes ressemblent à ceux déjà entendus :

♪ *Les jeunes dans la galère ! Les vieux dans la misère ! Les travailleurs précaires !* ♪
♫ *De cette société-là, on n'en veut pas !* ♪

À quels jeunes, vieux et travailleurs cette plainte fait-elle allusion ? Et bien qu'il soit *a fortiori* raisonnable d'honorer une société pareille, des plaintes stériles frisant le repli sur soi non plus, on n'en veut pas !

Alors sur quoi baser un éventuel cri de ralliement pour une souhaitable convergence des luttes ? Déjà, peut-être en inventant quelque chose qui nous rappelle que des luttes il n'y en a qu'une : LA LUTTE DE CLASSE !

CONVERGENCE DE LA LUTTE DE CLASSE

Nous savons pertinemment que cette lutte n'est pas nationale ; elle est planétaire. Et tandis que seul un mouvement massif des producteurs organisés mondialement peut le renverser, le système capitaliste parvient à faire de nous tous les rivaux d'une compétition généralisée. Les guerres ne sont-elles pas toutes fratricides, commandées par de sales motifs politico-économiques ?

Mais un point retient particulièrement notre attention. Ce système génocidaire et cataclysmique ne peut pas se passer des États-nations. En effet, sans ces derniers, qui garantirait par exemple que notre billet de banque représente la valeur qui lui est attribuée ?

Capitalistes & politiciens, main dans la main, sont au commandement de l'État. En effet, que ce soient les marchands d'armes ou d'OGM, tous, sans exception, s'appuient sur une bande de « représentants du peuple » que de rares moutons sévèrement aliénés continuent encore – souvent la boule au ventre ! – d'asseoir sur le trône.

N'en déplaise à certains citoyens encore asservis au parlementarisme, l'État constitue la superstructure qui organise notre soumission forcée au capitalisme. Quant à notre classe sociale, elle est complice, otage et au final toujours victime de l'État, seul détenteur de la violence légale. Victime de maltraitements et d'humiliations répétées, oui ! Victime d'intimidation et de relégation sociale, oui ! Victime de précarisation et, parfois indirectement, menacée de mort, oui !

Mais, surtout, nous sommes malgré nous victimes d'habiter un pays qui s'enrichit au son du canon et sur le dos de populations paupérisées habitant des territoires géopolitiquement attrayants (richesses en tout genre dont les éphémères énergies fossiles, stratégies militaires pour s'emparer et/ou les protéger, etc.). Les Etats-nations les mieux équipés technologiquement remportent la mise ! Qui prétendrait aujourd'hui le contraire ? Nous n'arrivons même plus à nous regarder dans la glace tellement ça crève les yeux ! Oui, nous sommes victimes de vivre dans un des États qui vend le plus d'armes à travers le monde, une nation impérialiste, belliqueuse et agressive, qui, sous son masque droit-de-l'homme, exporte comme un virus sa volonté de puissance.

Enfin, avons-nous à ce point perdu de vue que pour zapper de système et abolir l'exploitation de l'humain par l'humain, il nous fallait avant tout venir à bout de la propriété privée (terres arables et moyens de production) ? Voilà la base d'un discours révolutionnaire.

Dans ces conditions, comment changer la donne ? Comment susciter l'espoir de se libérer de la hiérarchisation et de la marchandisation de nos vies ? Comment court-circuiter notre participation au capitalisme ? Comment ne pas collaborer ?

→ Nous rejetons l'État-nation et ses frontières arbitraires. À la place, nous préférons des lieux de vie et d'activité librement fédérés entre eux.

→ Aux partis politiques et au parlementarisme, nous opposons la gestion directe, le mandat impératif (contre le mandat représentatif) librement décidé lors d'Assemblées Générales souveraines.

Un mouvement social n'existe pas tant qu'il n'a pas dépassé sa dimension électoraliste et nationale, il n'est rien s'il ne vise pas - la Sociale, cette révolution tant souhaitée ! - à résoudre les antagonismes de classe, et ceci le plus largement possible, c'est-à-dire à l'échelle mondiale.

Ainsi, il nous semble que nos slogans mériteraient d'évoquer les causes et les effets de la violence institutionnelle. Pour nous le changement, c'est la fin des hégémonies, la disparition de l'esclavage moderne, autrement dit, c'est quand, encouragée et soutenue par les exploités faisant masse, l'insubordination des travailleurs associés librement répondra aux crimes organisés du capitalisme et de l'État !

- * Non à l'État, ce monstre criminel et froid !
- * À bas la propriété privée et le travail aliéné !
- * Ni cogestion ni même autogestion du capitalisme !
- * Stop à la répression morale et policière, à la surveillance généralisée !
- * Halte au sexisme !
- * Libre circulation et libre sédentarisation des individus !
- * Socialisation de l'économie, de la production jusqu'à la distribution, selon l'adage :
« de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ».

Une arme redoutable : la grève générale !

Deux mots d'ordre : Non aux chefs et gestion directe !

Syndicat Intercorporatif de Montpellier

Le Syndicat Intercorporatif de Montpellier, CNT-AIT, est une organisation anarchosyndicaliste pratiquant la gestion directe, fédéraliste et internationaliste. Ses moyens sont l'action directe (grève, boycott, sabotage du bénéfice patronal...) et la solidarité. Son but est de contribuer à l'émergence d'une société communiste anarchiste.

Pour nous contacter et recevoir gratuitement deux exemplaires de notre presse :

Syndicat Intercorporatif de Montpellier CNT-AIT – BP 41176 – 34009 Montpellier cedex 1

contact@cnt-ait-montpellier.org

<http://www.cnt-ait-montpellier.org/> - Confédération Nationale du Travail : <http://www.cnt-ait-fr.org/>